

Un programme de classe

(Suite de la première page)

à mettre au crédit de la Révolution algérienne et non de la politique des partis ouvriers français.

Pour l'instant, P.C.F. et P.S. rivalisent d'astuce ou de démagogie parlementaire. Au sein de la majorité gouvernementale, la seule ambition du parti socialiste se résume à tenter d'atténuer les effets de la politique d'abaissement du niveau de vie des ouvriers. Quant au P.C.F., sa dernière nouveauté parlementaire, c'est le remplacement des préfets par les présidents des conseils généraux. Que voilà un programme « républicain » apte à enthousiasmer la classe ouvrière ! Aussi bien le Comité Central du P.C.F. des 15 et 16 janvier 1958 que le Comité Confédéral National de la C.G.T. des 7 et 8 janvier, analysés dans ce journal, illustrent le vide total, effarant de leur politique.

La paralysie de la classe ouvrière a cependant des causes plus profondes que la simple application de la politique du « compromis à gauche », plus anciennes également. Le « Produire d'abord, revendiquer ensuite », le tripartisme, le XX^e Congrès et la dénonciation des monstruosités staliniennes camouflées par Thorez et Cie, l'appui de ces derniers à la répression contre-révolutionnaire en Hongrie, le vote du 12 mars 1956 dit des pouvoirs spéciaux, le refus de la direction du P.C.F. de prendre la tête des luttes des rappelés, l'hostilité de la direction Thorez à une lutte directe, effective, contre la guerre d'Algérie, le silence sur Liechti pendant des mois ont peu à peu atteint la matière vivante de ce parti, précisé différents aspects de sa décomposition, accusé son vieillissement.

La méfiance des masses à l'égard de sa politique et de ses objectifs constatés le 17 octobre, l'absentéisme généralisé dans le parti et les syndicats de la C.G.T., le scepticisme, le découragement des activistes, le retrait ou la mise à l'écart des militants les plus révolutionnaires par l'offensive des éléments les plus bureaucratisés — les bœni-oui-oui de la direction Thorez dirigeant le parti — sont l'expression la plus probante de la crise de cette organisation traditionnelle. La fuite des militants devant les tâches parce qu'ils sont sans perspectives, sans programme ni politique de classe, cette faiblesse, cette fragilité de l'armature du mouvement ouvrier à l'usine même, sont à la base du désarroi de la classe, de son « apathie » politique.

Les directions-repoussoirs de Mollet et de Thorez, même si c'est à un degré moindre pour cette dernière, constituent le bouchon contre lequel s'accumule la pression révolutionnaire des masses. Si ces dernières sont désemparées, on ne peut pas conclure pour cela que leur capacité de combat se trouve annihilée, ni que le rapport de forces entre les classes se soit modifié au désavantage des ouvriers. La bataille ne fait pas peur aux ouvriers. Depuis plus de dix ans, malgré les échecs dus à la politique de leur direction, ils n'ont cessé de se battre. Les luttes, les manifestations de rues, la mise à sac des directions d'usine à Nantes, Saint-Nazaire, Dunkerque, Lyon, etc., ces manifestations sauvages, mais aussi le défilé des fonctionnaires le 19 novembre 1957 malgré la présence de dizaines de camions de C.R.S., la résistance des ouvriers de Morane depuis plus d'un mois en lutte contre les licenciements et le lock-out, malgré leur isolement, la colère des mineurs de Blanz-Monceau débordant après la récente catastrophe, sans illusion quant à l'effet de cette grève, mais la faisant quand même, tous ces symptômes sont suffisamment démonstratifs de la recherche, par la classe ouvrière, de formes d'action plus efficaces.

Comment se battre contre la guerre d'Algérie, pour les revendications ? Telle est la question posée en fait par les masses, à laquelle le PCF ne répond que par des faux-fuyants ou des promesses.

Le Comité central du P.C.F. se réfugie derrière le Mouvement de la Paix avec ses inévitables listes de pétition dont on se demande bien ce qu'elles peuvent devenir depuis le temps qu'on en remplit. Le Comité Confédéral National de la C.G.T. abandonne tout programme, toute plateforme revendicative pour « faciliter l'Unité » avec les sommets des appareils réformistes. Et ces derniers n'ont d'ailleurs rien de plus pressé que de se précipiter à la conférence économique et sociale de Matignon, organisée par le gouvernement Gaillard, minoritaires C.F.T.C. compris, en laissant sur la touche la C.G.T.

Les ouvriers n'ont plus confiance et attendent. Cependant, la méfiance de la classe ouvrière à l'égard de la direction du P.C.F. et celle du P.S. ne s'étend pas pour autant à la masse de ces innombrables militants communistes et C.G.T., de ces délégués du personnel dévoués, fidèles, aux intérêts de leur classe avant tout.

C'est sur eux, sur leur capacité de résoudre la crise du Parti Commu-

Reprendre le combat contre la guerre d'Algérie

(Suite de la première page)

soldats du contingent, plus 2 à 300.000 Européens armés, pour une population de 8 millions d'Algériens. Elle est attestée par des cas aussi héroïques que celui de Djemilah Bouhired. La guillotine qui est installée en permanence en Algérie ne brisera pas cette volonté. Des trahisons comme celle d'un Bellounis ne donneront également rien à l'impérialisme.

De bonnes âmes disent que la Révolution algérienne ne peut vaincre militairement. De prétendus « internationalistes » s'efforcent d'en convaincre les nationalistes algériens. Ces « internationalistes » ont une compréhension internationale beaucoup moins réelle que les plus nationalistes des nationalistes. Ceux-ci comprennent fort bien que leur peuple se sent une assurance indomptable, une certitude inébranlable dans la victoire, parce que la lutte qu'il mène fait un avec celle que mènent tous les peuples colonisés à travers le monde. Dans la révolution coloniale qui déferle, la lutte du peuple algérien constitue la pointe avancée, et c'est pourquoi la Conférence du Caire vient de décider de faire du 1^{er} mars prochain une journée internationale de soutien de cette lutte par les peuples d'Asie et d'Afrique.

Cette lutte devrait être aussi celle du prolétariat français. La carence de celui-ci est due essentiellement aux dirigeants traditionnels qui resteront à jamais couverts d'opprobre pour l'aide qu'ils ont fournie à l'impérialisme. Cette carence affecte toute la société française, et c'est ce qui permet aux éléments les plus arriérés, les plus corrompus,

les plus répugnants de celle-ci, d'élever la voix et de menacer d'étendre en France même le régime fascisant qu'ils ont instauré en Algérie avec la complicité des gouvernants.

Mais cette carence est loin d'être fatale. Au contraire, la longueur de la guerre, son prix, l'absence de perspectives, le sentiment même qu'il n'y a pas de victoire possible, autant de facteurs qui minent dès à présent le terrain que la réaction croyait tenir. A la suite de la déception provoquée peu après les élections du 2 janvier 1956, l'apathie parmi les travailleurs est allée en s'amplifiant ; mais tous les efforts du colonialisme se sont développés sans pouvoir parvenir au résultat recherché ; et maintenant se prépare le choc en retour, celui qui résultera du « dernier quart d'heure » qui ne vient jamais. Il faut agir en sorte pour que la reprise du combat soit pleine de vigueur et mette définitivement en déroute l'impérialisme. Il faut dès maintenant alerter la classe ouvrière, lui souligner les trahisons des Mollet et Thorez dont elle a été victime, dénoncer la recherche de combinaisons avec des bourgeois à la Mendès-France, préconiser la lutte révolutionnaire apportant un soutien inconditionnel au peuple algérien, sans qu'il soit question de quelconques « intérêts français » à préserver.

Il ne doit pas être réservé aux masses d'Afrique et d'Asie de faire du 1^{er} mars une journée de soutien à la révolution algérienne. Les travailleurs de France se doivent de marquer cette journée d'une reprise du combat contre la guerre d'Algérie. S'ils le font, alors nous serons près du dernier quart d'heure pour le capitalisme français.

niste Français de la dénouer en menant une lutte offensive, politique, contre leur direction que repose en grande partie l'issue de la situation.

Entre les pétitions du Mouvement de la Paix et la résolution du syndicat du bâtiment C.G.T. de Bordeaux de s'opposer à la fabrication des rampes de lancement, ces militants savent quelle est la voie ouvrière. Ces militants doivent se convaincre que tout serait, tout est encore possible à un parti lié aux masses, s'appuyant sur la volonté révolutionnaire de celles-ci. Ils doivent se convaincre qu'il est possible de se battre, avec un programme communiste, avec une juste politique de front unique capable d'impulser également l'opposition de la base socialiste. Les militants communistes peuvent être assurés du renouveau du mouvement ouvrier quand celui-ci comprendra qu'une grande lutte est engagée contre la direction-éteignoir de Thorez. Ils verront affluer, dans les syndicats et le parti, les ouvriers quand ceux-ci comprendront qu'une lutte est engagée, qu'une opposition ouvrière se constitue postulant au remplacement de la direction opportuniste.

Pousser l'offensive à fond contre la direction, contre leur direction actuelle, c'est de cela qu'ils doivent persuader les ouvriers pour obtenir leur appui.

Les militants révolutionnaires, face aux maquignonnages et aux compromis imposés :

- LA DEFENSE DU NIVEAU DE VIE, L'EXPROPRIATION DES SPECULATEURS, DES TRUSTS, LE CONTROLE DE L'ECONOMIE PAR LES TRAVAILLEURS POUR QUELLE PROFITE A CEUX QUI TRAVAILLENT.
- L'ARRET DE LA GUERRE D'ALGERIE DONT LE BUDGET SERVIRA A CONSTRUIRE DES MAISONS.
- UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE SANS MINISTRES CAPITALISTES, APPUYE ET CONTROLE PAR LES TRAVAILLEURS ORGANISES EN COMITES.

PREPARONS LE MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE, LE RENOUVEAU DU COMMUNISME.